

Déclaration de politique étrangère

Déclaration du Gouvernement à l'ouverture du débat de politique étrangère au Parlement, le mercredi 9 février 2000

Traduction non officielle, sous réserve de modifications

Madame la Présidente,

L'an prochain, à cette date, la Suède présidera l'Union européenne. L'année à venir sera marquée par les préparatifs en vue de ce défi politique majeur, et de ces potentialités.

Le XXe siècle aura été le siècle où la liberté, la démocratie et les droits de l'homme se sont répandus dans le monde. Nos sociétés ont été aménagées pour un bien-être partagé par tous. Aucun autre siècle n'a apporté autant de progrès technologiques et scientifiques.

Mais le XXe siècle a été aussi le premier où l'humanité a acquis la capacité de se détruire elle-même ainsi que son environnement. Il a été le siècle des guerres mondiales et des dictatures totalitaires. Nous portons en nous la mémoire de l'Holocauste, d'Hiroshima, du Goulag, du Cambodge et du Rwanda.

Le regard sur le passé qui nous aide à formuler la politique étrangère doit donner une image vraie des événements. C'est l'idée qui a présidé à l'initiative de la Conférence internationale sur la Shoah. Ce n'est qu'en retirant les enseignements du passé que nous pourrons éviter que de tels événements ne se reproduisent.

En ce siècle nouveau, le fondement de nos efforts est la défense des droits de l'homme, de la dignité humaine et de la sécurité des personnes.

Notre économie est aujourd'hui mondiale ; les technologies de l'information, les communications et les échanges font perdre aux frontières nationales de plus en plus de leur signification. Mais une économie commune doit avoir pour base, et pour correctif, les valeurs fondamentales communes que sont les droits de l'homme et la démocratie.

Pour éviter une société des classes à l'échelle du monde, il faut une coopération politique à l'échelle du monde. La politique étrangère, l'aide internationale et le commerce doivent avoir les mêmes finalités pour les années 2000 : respect de la dignité humaine, justice et bien-être pour tous.

Madame la Présidente,

La Suède est un pays nordique. Elle est liée aux pays de la zone nordique et à ceux de la Baltique par une histoire commune, par une parenté culturelle et par les échanges économiques.

La Suède appartient à l'Europe. Notre société et notre culture ont été modelées par la diversité européenne.

La Suède a de longue date un engagement international fort.

La politique étrangère de notre pays porte la marque de cette triple identité.

La coopération nordique se construit chaque jour, à travers les contacts entre les personnes, les associations, les entreprises, les communes. Elle est ainsi une part de notre vie quotidienne. Des liens tout aussi étroits se tissent maintenant entre les pays nordiques et les pays baltes.

La Suède tient à consolider l'esprit de communauté qui a pris naissance dans les pays nordiques et autour de la Baltique. Notre région de l'Europe doit être placée sous le signe de la sécurité commune, de la croissance économique et d'un environnement de qualité, au bénéfice du développement et de la sécurité dans l'ensemble de l'Europe.

Il est nécessaire de renforcer le Conseil des États de la mer Baltique et d'approfondir la coopération dans la région de Barents. C'est au moyen d'une coopération par delà les frontières que nous construirons une sécurité élargie.

Le projet "Année des pays baltes", de même qu' "Objectif Pologne", vise à intensifier les relations entre les deux rives de la Baltique. Le gouvernement entend soutenir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, ainsi que les autres pays candidats, dans la perspective de leur entrée dans l'Union européenne.

La Russie est toujours aux prises avec un difficile processus de mutation. La Suède soutient ses efforts en vue de réformes démocratiques, sociales et économiques.

Il n'est pas digne d'une démocratie européenne de réduire des villes à l'état de ruines. Nous respectons l'intégrité territoriale de la Russie et nous condamnons le terrorisme où qu'il se manifeste. Mais il faut mettre un terme au conflit de Tchétchénie. L'action militaire russe doit cesser. Il faut que la Russie négocie une solution politique avec des représentants tchétchènes.

Toutes les parties en présence doivent respecter les droits de l'homme et le droit humanitaire. Les populations civiles doivent être protégées.

La Russie fait partie de l'Europe et de notre environnement proche. Au regard de la politique de sécurité, il est d'un intérêt majeur pour la Suède qu'une Russie démocratique prenne sa place dans la coopération européenne et euro-atlantique. Que la première stratégie commune de l'Union européenne ait été consacrée à la Russie témoigne de la conscience aiguë que nous avons de son importance pour l'Europe.

La dimension nordique ouvre à l'UE des possibilités nouvelles de promouvoir la coopération, la croissance économique, l'amélioration de l'environnement et les échanges culturels en Europe du Nord. Lorsqu'elle exercera la présidence de l'Union, la Suède continuera de travailler en faveur de la dimension nordique.

Madame la Présidente,

La sécurité de l'Europe est indivisible. L'Europe du Nord – la région de la mer de Barents et de l'Arctique aussi bien que la région de la Baltique – est ancrée dans une structure de sécurité paneuropéenne, conjointement avec les autres pays d'Europe et d'Amérique du Nord.

Dans le domaine de la sécurité, l'évolution reste favorable dans notre environnement proche, malgré les interrogations que ne peut manquer de soulever la Russie. À un horizon prévisible, le risque d'une guerre entre grandes puissances en Europe a disparu.

La situation actuelle de l'Europe au plan de la politique de sécurité permet d'agir dans de tout autres conditions que par le passé pour la prévention des conflits armés. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a, comme le Conseil de l'Europe, des missions importantes en matière de prévention des conflits.

L'Union européenne dispose d'atouts exceptionnels pour jouer un rôle central à cet égard. À son poids politique, elle allie la puissance économique et une large gamme d'instruments qui peuvent être employés pour prévenir les conflits. Dans la perspective de la présidence suédoise, le gouvernement travaille à faire en sorte que l'Union développe sa capacité de prévention.

L'Union européenne ne peut pas rester impuissante devant les crises en Europe. L'expérience des Balkans montre que nous devons être préparés, et en mesure d'agir vite.

Le gouvernement se félicite par conséquent des progrès accomplis dans l'effort de consolidation de la capacité européenne de gestion de crise, tant militaire que civile. L'une des tâches essentielles de la présidence suédoise sera de conduire l'Union dans ce domaine.

La non-participation de la Suède aux alliances militaires visant à lui permettre de rester neutre en cas de guerre dans son environnement proche demeure. Elle renforce la sécurité dans notre région de l'Europe, et donc notre propre sécurité.

La sécurité de la Suède a une claire dimension européenne. Entre pays membres de l'UE, nous nous rapprochons de plus en plus dans la coopération et la communauté des valeurs. Cette cohésion est créatrice de solidarité et de sécurité commune.

La sécurité européenne doit se fonder sur l'ordre juridique international et les principes posés dans la Charte des Nations Unies. La capacité que nous mettons sur pied en Europe pour la prévention et la gestion des crises sera aussi une contribution à l'ONU et à l'action pour la paix dans le monde.

L'imbrication des pays et des peuples au sein de l'Union européenne est la meilleure garantie d'une paix et d'une sécurité durables en Europe. C'est pourquoi

l'élargissement de l'Union et la coopération avec la Russie, de même qu'avec les autres pays voisins de l'Union revêtent une telle importance.

La participation suédoise aux opérations de paix dans les Balkans est l'expression de notre responsabilité pour la sécurité commune en Europe. Le personnel suédois accomplit une tâche remarquable dans ces opérations. La reconversion de notre défense militaire actuellement en cours améliorera notre capacité de contribuer rapidement et efficacement à la gestion des crises.

La Suède prend une part active au Conseil de partenariat euro-atlantique et du Partenariat pour la paix. Ceux-ci remplissent une fonction importante, au plan politique et militaire, pour l'instauration de la confiance. La coopération avec l'OTAN est elle aussi d'une grande portée pour la capacité militaire de gestion des crises de l'Union européenne.

Madame la Présidente,

En tant que pays de la présidence, la Suède agira dans l'intérêt de toute l'Union, et donc aussi dans le sien propre. Sa mission est de conduire et de représenter l'Union, et de faire avancer efficacement les questions communes à l'ordre du jour.

Pour la Suède, il s'agit avant tout de consolider l'Union comme projet de paix, et de la rapprocher de ses citoyens.

L'élargissement est un projet de paix. Il est guidé par la même vision et les mêmes idéaux que ceux qui ont porté l'intégration européenne après la Seconde Guerre mondiale. Il nous donne la chance de faire l'unité de cette Europe divisée par les guerres mondiales, l'occupation et l'oppression. C'est un devoir historique que nous avons, en tant que membres de l'Union, envers les peuples qui pendant des dizaines d'années ont été privés de liberté et de démocratie.

L'élargissement a pour objet d'affermir notre communauté de valeurs démocratiques. Les événements intervenus récemment en Autriche soulignent la nécessité de défendre cette communauté, jusque dans le cercle des membres actuels de l'UE.

La conférence intergouvernementale qui s'ouvrira la semaine prochaine devra réformer les institutions européennes de façon à rendre possible l'élargissement. Elle doit veiller à ce qu'il soit fait droit à l'influence légitime de tous les États membres.

Durant la présidence suédoise, le gouvernement tient particulièrement à œuvrer pour

- L'élargissement de l'Union. La Suède veut faire avancer les pays candidats dans la voie de l'adhésion, et elle attachera une grande importance à ces négociations.
- Une Union ouverte, moderne et performante. L'Union européenne doit devenir plus ouverte et ses modes de fonctionnement doivent être réformés.
- Une Union pour le développement durable, le bien-être et la sécurité

– Une Union proche des citoyens. Le souci de l'environnement doit être intégré à tous les domaines de la politique. L'égalité des chances doit imprégner toutes les activités. Tous les citoyens ont droit au bien-être et à la sécurité. L'Union doit incarner une politique de l'asile et des migrations solidaire et humaine.

– La création d'emplois et la croissance dans le cadre d'une Union compétitive. Les connaissances de tous doivent être mises à profit. Il faut tirer parti des technologies modernes pour accroître la compétitivité européenne et créer plus d'emplois. Nous devons continuer d'œuvrer pour améliorer le marché intérieur.

– Une Union solidaire et active dans le monde. L'Union européenne doit améliorer son aptitude à prévenir et gérer les crises. L'action doit être conjuguée dans divers domaines pour parvenir à une Union plus ouverte sur le monde extérieur. Les droits de l'homme et la démocratie doivent être mis en exergue dans l'action internationale de l'Union.

Au travers de l'Union européenne, nous pouvons œuvrer pour que l'Europe assume sa responsabilité pour la solidarité internationale. Au travers de l'Union, nous pouvons faire valoir nos intérêts et infléchir une économie mondiale globalisée.

Il est de l'intérêt de la Suède de veiller au dialogue politique et à la coopération entre l'Union européenne et les États-Unis. Cette coopération est d'une portée fondamentale pour la politique de sécurité et l'économie.

Il importe que le projet d'union économique et monétaire soit couronné de succès. La coopération en matière de changes facilite les échanges économiques au sein de l'Union et peut constituer un contrepoids à la grande finance mondiale.

Un large débat est actuellement en cours au sujet de la participation suédoise à la troisième phase de l'UEM. La décision sera soumise à l'appréciation des citoyens par un référendum ou lors d'élections législatives.

Madame la Présidente,

La mondialisation implique des potentialités aussi bien que des risques. Nous constatons aujourd'hui plus clairement que jamais combien il importe de conjuguer les divers volets de la politique étrangère si nous voulons être à même de prévenir les conflits, l'oppression et la pauvreté.

Le programme d'action du gouvernement, La prévention des conflits armés, a eu un large impact international. Il a été présenté dans de nombreux pays, ainsi qu'à l'ONU, à l'Union européenne, à l'OSCE et à l'OTAN. La prévention des conflits doit faire partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité.

Une communication du gouvernement sur la prévention des conflits sera soumise cette année au Parlement.

L'action du gouvernement pour la sécurité dans le monde est axée sur cinq objectifs:

Les droits de l'homme et la démocratie – parce que des États démocratiques qui respectent les droits de l'homme peuvent résoudre les conflits par des moyens pacifiques.

La justice économique et sociale – parce que la réduction des clivages apaise les tensions à l'intérieur des États et entre les États.

Le libre-échange international – parce qu'il contribue au développement et à la prospérité.

Un environnement de qualité – parce qu'il garantit durablement la survie, la santé et les chances de développement.

Le désarmement – parce qu'il est source de sécurité et de stabilité et nous affranchit de la menace des armes de destruction massive.

Chacun de ces objectifs est essentiel en soi pour permettre aux personnes de vivre dans la dignité, et aux pays de se développer dans la sécurité. Mais ils sont également des composantes nécessaires d'une politique concertée pour la prévention des conflits armés.

La Suède doit faire entendre une voix claire et distincte dans l'action en faveur des droits de l'homme et de la démocratie.

En politique et en droit international, le centre de gravité se déplace de la sécurité nationale et de la souveraineté à la sécurité des individus et aux droits de l'homme. Les principaux responsables de meurtres, de tortures et de persécutions ne doivent jamais pouvoir dormir sur leurs deux oreilles. Les crimes commis contre les droits de l'homme sont une affaire qui concerne l'ensemble de l'humanité.

La Suède œuvre dans le cadre de l'ONU, de l'UE, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe pour placer l'individu au centre des préoccupations et promouvoir les droits de l'homme.

Ceci, nous le réalisons à travers notre engagement contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance – qu'il s'agisse d'homosexuels zimbabwéens, de Tsiganes slovaques ou de juifs russes.

Ceci, nous le réalisons à travers des actions efficaces et coordonnées dans le cadre de l'UE contre la peine de mort. L'Europe, dans sa presque totalité, a aujourd'hui soit de manière formelle soit dans la pratique aboli cette peine barbare, aussi sommes nous surpris et indignés devant le fait que cette peine soit toujours en application aux États-Unis.

Ceci, nous le réalisons à travers notre action contre l'exploitation sexuelle des enfants, nos efforts tendant à renforcer la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Un pas important a été fait en janvier par l'adoption d'un accord relatif au protocole concernant l'engagement d'enfants dans un conflit armé.

Ceci, nous le réalisons en braquant les projecteurs sur la discrimination sexuelle qui, à un degré plus ou moins élevé, frappe la moitié de la population mondiale. Les femmes constituent une majorité des déshérités de la planète. La majorité des femmes est privée de la possibilité de défendre ses droits.

Ceci, nous le réalisons en œuvrant pour un dialogue entre la chrétienté, l'islam et le judaïsme.

La démocratie progresse dans le monde entier. Pour autant, des hommes sont persécutés pour leurs idées par les dirigeants de pays comme le Bélarus, l'Iran, Cuba et la Chine. La Suède continuera de faire valoir que le respect des droits civils et politiques relève des devoirs internationaux de tout État.

Il faut que la situation des droits de l'homme s'améliore en Turquie. C'est avec beaucoup d'attention que la Suède observera l'évolution de la situation.

La Suède doit se placer au premier rang dans l'action pour la justice économique et sociale.

L'idée qui sous-tend la coopération suédoise en matière de développement est qu'il incombe aux déshérités eux-mêmes de prendre leur avenir en main. La pauvreté, l'oppression et les conflits doivent être combattus.

Un cinquième de la population mondiale vit encore dans un total dénuement. La coopération en matière de développement ne peut à elle seule permettre d'atteindre l'objectif fixé selon lequel la part de l'extrême pauvreté se sera réduite de moitié d'ici 2015. Tous les secteurs de la politique doivent se soutenir mutuellement.

La commission parlementaire que le gouvernement a nommée pour étudier la politique de la Suède en faveur du développement dans le monde devra aborder cette question dans une large perspective, les droits des déshérités devant être placés au centre des préoccupations.

L'UE et ses États membres fournissent 60 pour cent de l'aide internationale. La Suède doit contribuer à rendre cette aide plus efficace. La politique commune de l'Union doit, de meilleure manière, contribuer au développement global.

Le gouvernement attache une importance particulière à la mise en place de systèmes de financement stables et à long terme pour l'ONU et les banques de développement, au suivi des conférences des Nations Unies des années 90 et au renforcement des commissions spécialisées de l'ONU.

Le gouvernement œuvre pour que les institutions de Bretton Woods s'engagent davantage encore dans la lutte contre la pauvreté. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les banques régionales ont besoin de mieux coordonner leur action. Les exigences sociales et humanitaires doivent être davantage prises en compte. L'endettement de beaucoup de pays pauvres constitue un obstacle décisif à leur développement. Cet obstacle doit être éliminé. La Suède œuvre pour que les initiatives internationales prises par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en matière d'endettement soit réalisées le plus diligemment possible.

La Suède doit défendre le libre-échange.

La Suède s'engage avec beaucoup d'énergie contre toutes les tendances protectionnistes. Ceci est important pour nous, pour l'Europe et l'économie mondiale. Les droits de douane, les contingents et les entraves aux échanges ne favorisent qu'un petit nombre. Le prix en est payé par les pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine – et par les consommateurs du monde entier.

Ce dont nous avons besoin, c'est de développer le libre-échange et non de le restreindre. En même temps qu'il nous faut œuvrer pour un développement durable et de bonnes conditions en matière de droit du travail.

Le gouvernement œuvre pour une UE ouverte, favorable à une politique libre-échangiste conséquente et solidaire. Nous souhaitons intensifier les travaux visant à la reprise rapide de nouvelles négociations commerciales globales, et ce malgré l'échec de la réunion de l'OMC à Seattle. Il se peut que leur ouverture ait lieu durant la présidence suédoise de l'UE.

La promotion des intérêts économiques de la Suède constitue un volet naturel de notre politique étrangère. L'expansion des exportations et des importations favorise la croissance et l'emploi ; l'accroissement des investissements étrangers donne du travail, développe les compétences et la compétitivité. Il est également important de faire valoir dans le monde l'image d'une Suède nouvelle, jeune et attrayante.

La Suède doit, au niveau international, occuper une place de premier plan dans l'action environnementale.

Les changements climatiques, le manque d'eau, les produits chimiques dangereux et l'augmentation des émissions des véhicules à moteur menacent l'environnement de la planète. L'action visant à l'amélioration de l'environnement va de pair avec la lutte contre la pauvreté dans le monde. Nous observons en même temps l'incapacité des décideurs du monde entier à intégrer des considérations écologiques dans les décisions capitales.

Cependant, les questions environnementales ouvrent également de nouvelles possibilités. Elles nous apprennent à gérer des ressources limitées. Elles contribuent à faire croître des activités économiques modernes offrant de nouvelles opportunités commerciales.

Beaucoup de problèmes environnementaux exigent des accords à l'échelle du monde. Le gouvernement œuvrera, dans le cadre de l'UE, pour la prise d'engagements concrets à la conférence sur le climat qui se tiendra cet automne à La Haye. Les ressources énergétiques mondiales seront l'objet de discussions aux Nations Unies pendant la présidence suédoise de l'UE.

Le gouvernement œuvre pour la mise en place d'engagements globalement contraignants contre les produits chimiques dangereux. Des négociations à ce propos seront menées à leur terme l'an prochain à Stockholm.

Dans le cadre de la coopération au développement, le gouvernement privilégie des mesures favorisant une agriculture et une sylviculture durables ainsi qu'une gestion maîtrisée de ressources hydriques limitées.

La Suède, par son engagement et ses connaissances, doit poursuivre les travaux de désarmement.

Le gouvernement attache le plus grand prix aux travaux de désarmement, en particulier dans le domaine des armements nucléaires. Nous déplorons les revers enregistrés à la suite des essais nucléaires indiens et pakistanais.

La Suède a exprimé sa profonde inquiétude sur les conséquences du non au Traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires exprimé par le Congrès américain et sur les discussions portant sur des systèmes nationaux de défense antimissiles. La politique russe en matière d'armement nucléaire, le nombre important d'armes nucléaires tactiques dans notre environnement proche renforcent nos inquiétudes devant l'éventualité de voir les armes nucléaires prendre une importance accrue.

Les travaux visant à éliminer les armes irakiennes de destruction massive n'ont pas été menés à leur terme. Cette tâche difficile a de nouveau été confiée à un Suédois.

L'action des puissances nucléaires est d'une grande importance pour la crédibilité du traité sur la non-prolifération. La Suède souhaite faire ressortir le lien étroit existant entre la non-prolifération et le désarmement. La coopération au sein de l'UE ainsi qu'avec les autres États appartenant à la « coalition pour un nouvel agenda » est particulièrement importante.

L'objectif tendant à un monde sans armes de destruction massive est maintenu.

Le gouvernement se félicite de la portée qu'a eue la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel. Nous œuvrons, en coopération avec d'autres États, en faveur de mesures contre la dissémination et l'emploi d'armes légères. Nous participons activement aux travaux visant au contrôle des armements en Europe.

Madame la Présidente,

C'est aux Nations Unies qu'il incombe en dernier ressort de garantir que le droit prime la force en politique internationale. Le Conseil de sécurité des Nations Unies est l'âme de l'ordre juridique international. Une coopération à l'échelle mondiale doit nous permettre de garantir la paix et la sécurité internationales et de trouver des solutions aux grandes questions relatives à notre survie.

Le gouvernement souhaite renforcer la coopération mondiale en plaçant l'homme et ses droits au centre des préoccupations. La portée donnée aux Nations Unies à un concept de sécurité élargi devient de plus en plus grande. La réunion du Conseil de sécurité sur le VIH/le sida en est un présent exemple.

La position des Nations Unies doit être renforcée pour que cet organisme soit en mesure de mieux affronter les défis en face desquels le monde se trouve placé. Tous

les États membres de l'organisation doivent régler leurs contributions obligatoires d'adhérent – entièrement, à temps et de manière inconditionnelle. L'Assemblée du millénaire, qui s'ouvrira en septembre, constituera une excellente occasion de rénover l'Organisation des Nations Unies.

La Suède s'est vu confier une responsabilité particulière dans les travaux visant à réformer le Conseil de sécurité des Nations Unies. Notre objectif est de parvenir à un accord sur une plus grande ouverture, une plus grande efficacité et sur une composition du Conseil en concordance avec le monde actuel.

Il règne un large consensus sur le fait que le Conseil de sécurité doit renforcer sa capacité à prévenir les conflits. La Suède se félicite de l'intensité donnée aux discussions entamées à l'ONU sur les mesures de prévention.

Lorsque, malgré tout, des crises surviennent et que des interventions internationales deviennent nécessaires, le Conseil de sécurité se doit d'assumer ses responsabilités et de prendre les mesures qui s'imposent. La communauté internationale a des conclusions importantes à tirer des rapports qui viennent d'être déposés à propos de Srebrenica et du Rwanda.

C'est, conformément à la Charte des Nations Unies, au Conseil de sécurité qu'il incombe de décider de faire usage de la force militaire pour d'autres objectifs que l'autodéfense. Tous les moyens de solution par des voies pacifiques doivent au préalable avoir été épuisés. L'emploi de la force sans la nécessaire autorisation du Conseil risque d'affaiblir l'ordre juridique international.

Il reste que les mesures nécessaires pour prévenir les violations systématiques des droits de l'homme ne doivent par ailleurs être bloquées ni par un veto, ni par une menace de veto. La position du Conseil et de l'ONU en serait ébranlée.

La communauté internationale ne peut rester passive devant des catastrophes humanitaires de ce genre. La manière dont il est nécessaire d'intervenir doit être examinée au cas par cas. Il est important de prendre également en compte les aspects à long terme, les aspects de principe et de développer l'appareil réglementaire du droit international.

Les membres permanents endossent une responsabilité particulière quant à la capacité d'agir du Conseil de sécurité. Ils doivent, autant que faire se peut, s'abstenir de faire usage de leur droit de veto ou de menacer d'en faire usage. Limiter le droit de veto aux seules actions visant à imposer la paix constituerait un premier pas sur la voie d'une culture sans veto.

Madame la Présidente,

Un regard jeté sur le monde nous fait découvrir les tâches auxquelles nous devons nous atteler dans notre action en faveur de la paix, de la démocratie et du développement.

L'Ouest des Balkans continue d'être une plaie béante en Europe. De nouvelles guerres doivent être évitées. La démocratie doit être renforcée, l'économie développée. Les réfugiés doivent se voir offrir la possibilité de rentrer chez eux.

La purification ethnique, la guerre, l'exode et la poursuite des exactions ont, au Kosovo, rendu illusoire toute réconciliation rapide. Une transformation démocratique de la République fédérale de Yougoslavie est un facteur décisif pour le développement de la région dans son ensemble. En Croatie, les événements de ces dernières semaines font espérer que des forces de coopération s'apprêtent à prendre la relève.

Le pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est est l'expression d'une vision politique selon laquelle la région devrait, peu à peu, être intégrée dans la coopération européenne.

L'engagement de la Suède dans l'Ouest des Balkans se poursuit à travers sa participation à la KFOR, à la SFOR, son soutien à la mission des Nations Unies au Kosovo, sa police civile, ses observateurs, ses actions d'envergure en faveur des réfugiés et son aide à l'ensemble de la région.

L'Afrique affiche de violents contrastes – d'un côté, de graves conflits, la misère et la marginalisation, de l'autre la démocratie et des économies dynamiques.

L'Afrique doit faire face à de grandes exigences pour pouvoir prévenir et résoudre ses conflits. La Suède souhaite que l'UE prenne une responsabilité toute particulière pour soutenir les pays africains dans ce travail de longue haleine.

Le gouvernement souhaite élargir sa coopération avec l'Afrique. Un partenariat avec les pays africains plus étendu, visant davantage le long terme, doit s'établir par le biais de contacts avec les milieux d'affaires, les mouvements populaires et les organismes suédois.

Au Moyen-Orient, une nouvelle période s'est instaurée avec l'ouverture des négociations israélo-syriennes. Des résultats positifs sont possibles au cours de l'année entre Israël et l'Autorité palestinienne, entre Israël et la Syrie, entre Israël et le Liban enfin. Une paix juste et équitable suppose qu'Israël puisse vivre en sécurité dans des frontières sûres et reconnues et que les Palestiniens puissent bâtir leur propre État.

La coopération entre la Suède et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord s'élargit à travers la création de l'Institut d'Alexandrie. Notre soutien au processus européen de Barcelone constitue l'un des volets de cette politique.

La crise asiatique close, les pays de cette région semblent s'être engagés sur la voie d'une nouvelle et puissante expansion. Cette crise a montré à quel point le développement des pays asiatiques influence également la Suède, l'économie et la politique internationales.

Si l'on doit se féliciter de l'ouverture accrue de la Chine au plan économique, cette ouverture contraste de manière frappante avec la situation des droits de l'homme.

L'évolution démocratique de l'Indonésie, qui s'effectue dans de difficiles conditions, mérite le soutien de monde extérieur.

Le Timor-Oriental s'est engagé, avec l'appui de l'ONU, sur la voie de l'indépendance. Il reste ainsi un zone importante sur la liste des colonies des Nations Unies ; le problème du Sahara occidental n'est, en effet, toujours pas résolu.

En Amérique latine, la démocratie s'est fortement implantée. Les fractures existant entre les différents groupes de population subsistent cependant et les droits de l'homme sont, en plusieurs endroits, toujours l'objet de violations.

Les relations de la Suède et de l'UE avec l'Amérique latine se sont renforcées. Le sommet de Rio a affermi la coopération qui s'est établie dans le cadre de la politique et de la coopération au développement, une coopération qui s'élargit par le biais de liens économiques plus étroits.

Madame la Présidente,

Les réfugiés du Kosovo de l'an dernier reconstruisent leurs maisons en ruines. Des soldats suédois fournissent de la nourriture aux Serbes d'un village isolé.

Des familles apeurées se terrent en Tchéchénie pour se soustraire aux chars d'assaut. Des enfants-soldats armés de mitrailleuses répandent la terreur à la Sierra Leone.

Une école de filles d'Afghanistan ferme au moment où les organismes de coopération se voient contraints de cesser leurs activités. Une autre école rouvre ses portes dans un Mozambique où la paix a fait sa réapparition après une intervention des Nations Unies couronnée de succès.

En Turquie, les exigences imposées par l'UE renforcent les droits des Kurdes. De nouvelles techniques brisent le monopole de l'information et établissent des réseaux au service des droits de l'homme et du désarmement.

L'élargissement de l'UE garantit la démocratie en Slovaquie. De jeunes Suédois font leurs études en Allemagne, de petites et moyennes entreprises suédoises peuvent s'établir en France, là encore grâce à l'UE.

Voilà ce dont sera faite, en fin de compte, la politique étrangère de ce XXI^e siècle qui commence. La paix, la démocratie et le développement – les rêves et les craintes, les espoirs et les possibilités de tout un chacun.

Voilà ce dont nous sommes – en commun – responsables dans les pays nordiques et le secteur de la Baltique, en Europe et dans le monde.